



Appel du G5 santé pour une politique de santé cohérente avec le CSIS/CSF* du 5 juillet 2013 présidé par le Premier Ministre

La France est l'un des rares pays de l'Union européenne qui dispose encore d'une industrie de santé performante, retenue à juste titre parmi les filières industrielles d'avenir. Mais ce secteur est confronté à une concurrence internationale extrêmement vive, dans un contexte de mutation rapide de son environnement scientifique et technologique. La production des principes actifs disparaît de notre territoire au profit de pays où les coûts sont inférieurs, provoquant des pertes d'emplois mais aussi un risque pour notre indépendance sanitaire.

Aujourd'hui, les entreprises membres du G5 santé représentent encore 43 000 emplois sur le territoire national, dont près de 19 000 en production sur 55 sites industriels, et près de 500 millions d'euros investis en 2012. Le poids de notre industrie dans l'économie et sa mission de santé publique sont largement reconnus par les Français, 80 % d'entre eux reconnaissant que nos entreprises sont à la pointe de la recherche et attentives à la sécurité des produits qu'elles fabriquent.

Le G5 santé souhaite faire de son poids dans l'économie nationale une chance pour la France et s'implique très activement dans le dialogue avec les pouvoirs publics, notamment par sa contribution au CSF santé et à la mise en œuvre des 44 mesures du contrat signé en juillet 2013. La concertation menée dans un esprit constructif est en effet une étape indispensable pour mener à bien des réformes efficaces.

Dans ce contexte, le PLFSS* 2014, qui concentre sans concertation l'essentiel des efforts d'économies sur les produits de santé, entre en contradiction totale avec l'esprit de dialogue comme avec les engagements signés en juillet par quatre Ministres dans le cadre du CSIS et du Contrat de Filière santé.

Bien évidemment des économies sont nécessaires pour redresser les comptes publics, mais il existe des mesures conciliant baisses des dépenses publiques, renforcement de la qualité des soins et développement industriel. Ainsi, le développement de l'automédication, par ailleurs souhaité par une très large majorité des Français, permettrait des économies immédiates tout en améliorant la sécurité des patients et en protégeant la production européenne.

Nos entreprises sont depuis plusieurs années la cible principale des plans d'économie de l'assurance maladie, entraînant des baisses de chiffres d'affaires qui peuvent dépasser 30%. Nous pourrions sans difficulté produire nos solutions de santé à un coût bien inférieur, d'autant plus que nombreux sont les pays notamment émergents qui exigent des productions locales. Nous nous battons néanmoins pour préserver autant que possible nos implantations industrielles et nos emplois en France. Nous continuons à investir en France, nous sommes prêts à travailler comme les pouvoirs publics nous le demandent à la relocalisation de productions stratégiques en France.

Pour seule réponse du gouvernement français, nous avons récolté une fois de plus des baisses des prix de nos produits, une hausse de la fiscalité et des mesures de fragilisation imposées dans le PLFSS et le PLF* pour 2014.

Nous demandons solennellement aux pouvoirs publics de définir une politique cohérente, dans la durée, et de reconsidérer immédiatement les mesures insoutenables de baisses de prix, en prenant en compte nos propositions destinées à maîtriser les dépenses de santé au regard des emplois en France.

Christian Béchon

Président-Directeur Général du LFB

Jean-Luc Bélingard

Président-Directeur Général de bioMérieux

Henri Chibret

Président de Théa Holding

Marc de Garidel

Président-Directeur Général du groupe Ipsen

Roberto Gradnik

Directeur Général de Stallergenes

Yves L'Epine

Directeur Général de Guerbet

Bertrand Parmentier

Directeur Général de Pierre-Fabre

Christopher A. Viehbacher

Directeur Général de Sanofi